trait du site UG	G.org			
:Â http://ugtg.o	rg/spip.php?article585			
		INSEE		
		- Actualité -		
	29 novembre 1999 gne : dimanche 12 octobre 2008			
	udi 30 octobre 2008			
-		UGTG.org		
-				

Présentation de l'étude

« LâEuros"image qui en ressort est bien éloignée de celle dâEuros"une région agricole dont la croissance est rythmée par les campagnes sucrières et bananières.

LâEuros"image actuelle est celle dâEuros"une région qui a réussi à se moderniser, dâEuros"une région tertiarisée avec de nombreux services aux entreprises et aux particuliers, dâEuros"une région qui, grâce à une croissance forte, a réussi à créer nombre dâEuros"emplois, stabilisant voire réduisant ainsi le chÃ′mage structurellement élevé. CâEuros"est cette image qui aujourdâEuros"hui doit être portée à lâEuros"extérieur. Â »

Introduction

La Guadeloupe a été durant la décennie 1990, la région française qui a connu la plus forte croissance par habitant, atteignant 55,9 % du PIB par habitant français en 2000. Cette singularité guadeloupéenne est peu souvent relevée. Sans doute faut-il voir lÃ, une manifestation de la rareté des analyses portant sur lâEuros"Archipel un regard économique, et plus encore macro-économique.

1. Une forte dynamique économique

La Guadeloupe a été, au cours de la décennie 1990, la région française qui a connu la plus forte croissance. Le PIB par tête a progressé de plus dâEuros"un quart sur cette période. Cette dynamique se retrouve sur lâEuros"emploi salarié et sur la création dâEuros"entreprises.

Trois phénomÃ"nes marquants ont accompagné la croissance guadeloupéenne sur la décennie.

- [-] Le premier est la salarisation de plus en plus forte des revenus. La part des revenus distribuée sous forme salariale est devenue supérieure au niveau moyen français.
- [-] Le second est lâEuros"allongement des circuits économiques, signe de la modernisation et de la complexification qui a accompagné lâEuros"expansion économique.
- [-] Enfin, la croissance doit être rapprochée de gains de productivité appréciables : environ 20 % sur la décennie.

1.1. La croissance

La croissance guadeloupéenne sâEuros"est établie en moyenne à +3,4 % entre 1990 et 2000. Sur lâEuros"ensemble de la période, le PIB par habitant guadeloupéen a progressé de 27,3 %, soit une augmentation

de plus dâEuros"un quart (2,4%en moyenne annuelle). Cette performance appréciable est issue dâEuros"un mouvement de croissance continu, au rythme moyen de 2,4 % par an, mais avec une forte accélération en fin de période entre 1996 et 2000.

En comparaison tant nationale que régionale, cette progression constitue un bon résultat.

Au niveau français, la croissance guadeloupéenne apparaît double de celle enregistrée au niveau national, et plus rapide que celle de toutes les régions métropolitaines. Les régions ayant crà » le plus rapidement en France métropolitaine sur cette même période sont « Pays de la Loire » et « Bretagne » qui ont enregistré une progression de leur PIB par habitant de 2,1 % en moyenne. La Guadeloupe se situe également nettement au dessus des autres DOM, en termes de croissance sur lâEuros"ensemble de la décennie 1990.

1.2. Structure et progression du PIB

La consommation finale explique la majeure partie de lâEuros"accroissement du PIB sur la période, avec toutefois une contribution significative de la FBCF.

Le commerce extérieur a, pour sa part, une contribution assez fortement négative, ce qui signifie que le solde commercial sâEuros"est dégradé durant la période. Cela est toutefois dà » en bonne partie à la différence importante de niveau entre importations et exportations car les exportations ont crà » en moyenne plus rapidement que les importations (+4,7% en moyenne annuelle pour les importations entre 1993 et 2000 et +7,1 % pour les exportations qui est le poste de lâEuros"équilibre ressource emploi ayant crà » le plus vite).

Les salaires représentent une part dominante et croissante des revenus créés. Ils contribuent pour les deux tiers à la croissance du PIB observée sur la période.

La progression de plus de 4 points en 7 ans de la part des salaires dans le PIB, par lâEuros"augmentation du coà »t du travail et lâEuros"accroissement

de lâEuros"emploi salarié, représente une transformation importante, qui témoigne dâEuros"une forte tendance à la salarisation des revenus. En effet, cette progression se fait au détriment des revenus entrepreneuriaux (revenus mixtes et excédent brut dâEuros"exploitation).

Le partage des revenus présente en fin de période un profil proche de celui de lâEuros"ensemble de la France, où les salaires représentaient, en 2000, 52 % du PIB et les bénéfices et revenus mixtes 34 %, avec toutefois la différence importante que la part des salaires dans la création des revenus nationaux est décroissante dans le temps.

1.3. LâEuros"emploi

La croissance de lâEuros "emploi salarié, réguliÃ" re tout au long de la décennie, peut paraître banale ou même modeste. La création dâEuros "emploi est en fait importante puisque prÃ"s de 22 000 emplois salariés nets ont été créés au cours de la décennie pour un total de 110 000. En 2000, au moins 20 % des emplois salariés en Guadeloupe avaient été créés au cours de la décennie.

En France, cette mÃame proportion atteint seulement les 10 %.

Au cours de la décennie 1990, la population âgée de 20 à 59 ans a augmenté de 1,4%par an, moins vite que lâEuros"emploi total. LâEuros"emploi salarié a progressé encore plus vite (+2,2 % par an). Cette progression est toutefois tempérée par une décroissance de lâEuros"emploi non salarié3 qui confirme la substitution entre revenus salariaux et revenus entrepreneuriaux constatée ci-dessus.

INSEE

Le dynamisme de lâEuros"emploi salarié est corroboré par le taux élevé de création dâEuros"entreprises4 qui est de 11,6 % pour la Guadeloupe en 2001 pour une moyenne métropolitaine de 11,0 %. Seules deux régions métropolitaines ont un taux plus élevé que la Guadeloupe. Si lâEuros"on se restreint aux créations pures, alors la Guadeloupe se situe devant toutes les régions métropolitaines, au même niveau cependant que les autres DOM.

Les enquÃates montrent par ailleurs que les taux de survie à trois ans sont meilleurs en Guadeloupe que dans le reste de la France.

Pourtant le rythme de création dâEuros"emplois, et même dâEuros"emplois salariés, reste sensiblement inférieur au rythme de la croissance.

LâEuros"écart régulier (entre 1,5 % et 2,2 %) entre le taux de croissance du PIB et celui de lâEuros"emploi 7, sur lâEuros"ensemble de la période, est un résultat à noter. En moyenne, le PIB a crà » de 3,4% par an en volume, tandis que lâEuros"emploi ne progressait que de 1,7 % (lâEuros"emploi salarié de 2,2 %). Il en ressort une progression de la productivité globale apparente par actif occupé de 1,7 % par an (20 % sur lâEuros"ensemble de la décennie).

Cette progression est plus sensible en dACbut et fin de dACcennie.

Si lâEuros"on se limite à lâEuros"emploi privé, on découvre que les progrÃ"s de productivité sont encore plus importants (voir partie 2).

ÃEuros titre de comparaison, sur la même période, la France a eu un rythme de croissance annuel moyen du PIB de 1,9 % et de lâEuros"emploi de 0,8 %, soit une progression en moyenne de la productivité globale de 1,1 % par an.

Si lâEuros"on assemble les évolutions observées sur les salaires et sur lâEuros"emploi, une triple tendance mérite dâEuros"être signalée : lâEuros"emploi salarié connaît une évolution dynamique, notamment par un phénomÃ"ne de substitution avec lâEuros"emploi non salarié ; cette croissance de lâEuros"emploi est toutefois moindre que celle de lâEuros"activité et sâEuros"accompagne donc de progrÃ"s de productivité importants.

Toutefois, les hausses de salaires font plus que compenser les gains de productivité et la part des revenus distribuée sous forme salariale augmente nettement.

2. Expansion de l'économie privée et de l'emploi public

La croissance rapide de lâEuros"économie guadeloupéenne est la résultante de flux - de recettes et de coà »ts, de transferts de revenus - qui progressent pour la plupart encore nettement plus vite, témoignant dâEuros"une certaine « effervescence » économique au cours de la décennie 1990.

La principale dynamique économique résulte de lâEuros"activité des sociétés privées, dont le poids dans lâEuros"économie sâEuros"accroît au détriment des activités entrepreneuriales des ménages. Cette dynamique est portée par une croissance très rapide de lâEuros"investissement des sociétés, facilitée par

INSEE

lâEuros"apport dâEuros"épargne métropolitaine, et qui a fait plus que compenser le ralentissement de lâEuros"investissement en logement des ménages.

Les salaires, tant publics que privés, ont progressé trÃ"s rapidement, entraînant une baisse du taux de marge des entreprises. Mais, la croissance de lâEuros"activité a toutefois permis aux sociétés privées dâEuros"absorber cette augmentation de la masse salariale et de préserver une dynamique de croissance en valeur de leurs marges et de leurs investissements, au prix toutefois dâEuros"un rythme dâEuros"embauche ralenti.

Les ménages sont naturellement les bénéficiaires de la poussée salariale. En dépit de la baisse relative de leurs revenus entrepreneuriaux et de la forte progression des prélÃ"vements, leur revenu sâEuros"est amélioré à un rythme soutenu, comparable à celui de la croissance de lâEuros"économie. Le secteur des administrations publiques a un poids prépondérant dans lâEuros"économie, qui a eu plutà t tendance à se renforcer encore en fin de période. On assiste en effet à une augmentation rapide des dépenses publiques à partir de 1999, mais dans lâEuros"ensemble la croissance des recettes a été encore plus rapide, atténuant légÃ"rement une caractéristique de faible fiscalisation.

Par ailleurs, le secteur public a réellement joué le premier rà le en termes de création dâEuros"emploi, notamment les collectivités locales : prÃ"s de 60 % des emplois créés au cours de la décennie lâEuros"ont été dans le secteur administré.